

ÉLYSÉE 2012

Marine Le Pen

LA VOIX DU PEUPLE, L'ESPRIT DE LA FRANCE



PROGRAMME POUR **LA FRANCE** DES DEPARTEMENTS **FRANÇAIS** **D'OUTRE-MER**

Par **Jean-Michel DUBOIS**

Secrétaire national et Conseiller politique à l'Outre-mer

Assisté de **Huguette FATNA**

Conseiller politique à l'Outre-mer



ETAT DES LIEUX

1) Une situation économique et sociale toujours fragilisée

Grâce à ses départements Français d'Outre-mer la France est la deuxième puissance mondiale maritime avec 11 millions de km² d'eau territoriales lui permettant aussi de siéger dans de nombreuses organisations internationales ce qui est un atout majeur.

Ni les différentes lois de programmation économique et sociale, ni l'importance des transferts financiers n'ont permis jusqu'à présent aux départements et territoires d'Outre-mer de sortir d'une certaine précarité.

Les indicateurs économiques et sociaux révèlent des taux de chômage supérieurs à la moyenne nationale.

En juillet 2011, 263.000 personnes étaient inscrites au pôle emploi en Outre-mer pour une population active de l'ordre d'un million de personnes.

Ces chiffres alarmistes illustrent une tendance lourde s'inscrivant dans la durée si l'on se réfère aux statistiques de 2009 : 22,4 % de chômeurs en Guadeloupe, 22 % en Martinique et près de 35 % à la Réunion pour une moyenne nationale alors établie à 7,2 % de la population active, idem pour les Artistes, ils sont 8 % en l'Outre-mer contre 2 % en Métropole.

Parallèlement à cette courbe ascendante du chômage, le nombre de foyers bénéficiaires des minima sociaux demeure élevé. Au 30 juin 2011, 190 000 foyers dans les départements d'Outre-mer bénéficiaient du Revenu de Solidarité Active.

Sur le plan financier, la situation des départements et de nombreuses communes est urgente (endettement excessif, dépense de fonctionnement très élevée sont supérieurs à la Métropole).

Plusieurs facteurs expliquent cette paralysie de l'économie

- Des effectifs pléthoriques dans l'administration publique territoriale encouragés par l'alignement des rémunérations sur celles des fonctionnaires d'Etat.
- Un secteur privé fragilisé.
- L'existence de situations monopolistiques dans certains secteurs d'activité (Dockers en Guadeloupe).
- Un tourisme de haut de gamme quasi inexistant.
- L'omniprésence d'un secteur de la grande distribution oligopolistique qui fixe les prix en imposant ses centrales d'achats et les produits ont il s'assure l'exclusivité.



2) La montée de l'insécurité et le développement d'une immigration de Peuplement

A la fragilité de la situation économique et sociale s'ajoute les problèmes liés à l'immigration et à l'insécurité qui touchent désormais l'ensemble des départements et territoires Français d'Outre-mer.

Deux exemples : la montée de la délinquance en Guadeloupe et en Guyane ainsi qu'à Mayotte principalement nourrie par l'afflux des réfugiés haïtiens dans les premiers cas et la présence de dizaine de milliers de Comores à Mayotte.

Outre les problèmes d'insécurité, ces flux migratoires alimentent les tensions sociales marquées par les manifestations de plus en plus fréquentes pour dénoncer l'octroi de postes à de la main d'œuvre extérieure Ile de la Réunion, Nouvelle-Calédonie)

3) La dérive institutionnelle

Au nom des spécificités et des handicaps propres à l'insularité et à l'éloignement, le législateur a admis l'instauration d'une préférence régionale rompant le principe d'égalité entre les citoyens français et alors même qu'il refuse à l'entendre au niveau national.

L'article 74 de la Constitution reconnaît le droit aux collectivités territoriales d'Outre-mer dotées d'autonomie de pratiquer la préférence régionale. Ce principe a été introduit en Nouvelle-Calédonie en 1998 puis étendu à la Polynésie française en 2004 et à Saint-Barthélemy en 2007.

4) Budget de l'Etat à l'Outre-mer est de 16,5 milliards d'euros par an



CE QUE NOUS PROPOSONS :

- Mettre fin aux dérives institutionnelles qui visent à détacher progressivement les départements, collectivités, territoires ou Pays d'Outre Mer de la République française et qui ne répondent pas aux problèmes socio-économiques.
- Réaffirmer que dans le contexte de la mondialisation, seul un Etat fort, prospère et protecteur est à même d'assurer la viabilité des économies régionales.
- Rétablir la morale à l'école et le principe d'ordre, d'autorité et de respect dans le milieu scolaire
- Faciliter le déplacement des jeunes ultramarins entre la Métropole et leurs collectivités d'origines, notamment par une réduction du coût du transport aérien.
- Encourager localement la création de Facultés et de grandes écoles. Accorder une priorité à la lutte contre le chômage des jeunes en développant les secteurs de formation professionnelle, de l'apprentissage dès l'âge de 14 ans et des stages de formation en entreprise.
- Réaffirmer l'appartenance des départements et Territoires d'Outre-mer à la Collectivité nationale et mettre en place en urgence « la continuité territoriale »
- Le candidat national souhaite pour l'Outre-mer la solution la plus française. A titre symbolique, il pourrait être proposé l'organisation d'une journée ou d'une semaine de l'Outre-mer en Métropole, comprenant manifestations, expositions, présentation de produit régionaux, débats, promotion des attraits touristiques de l'Outre-mer, des artistes et écrivains locaux, etc....
- Il faut réaffirmer la souveraineté de la France dans l'Outre-mer pour sécuriser les entreprises qui veulent s'installer.
- Relancer la politique du logement social et développer l'aide à l'amélioration des logements privés.
- Instaurer un « label pays » permettant de distinguer les produits agricoles locaux (culture de la banane) et les protège de la concurrence déloyale des pays producteurs d'Amérique Latine.
- Généraliser le principe de zone franche à l'ensemble des départements Français d'outre mer qui doit permettre pour les PME-PMI, vivier d'emplois, de bénéficier d'une réduction des charges, d'un allègement de la fiscalité et d'une réduction du coût du travail.



- Supprimer l'octroi de mer, excepté pour les produits concurrents à la production locale
- Relancer le tourisme et développer le tourisme « chambre d'hôtes et gîtes ruraux » qui constitue l'une des premières activités économiques des départements d'Outre Mer
- Appliquer la préférence nationale dans l'attribution des diverses prestations sociales et de l'emploi.
- Combattre la corruption et un meilleur contrôle des subventions.
- Renforcer les moyens de la police et de la gendarmerie pour lutter efficacement contre la montée de l'insécurité et lutter fermement contre les trafiquants de drogue en augmentant les effectifs des douaniers.
- Lutter contre l'immigration clandestine qui est un véritable fléau et qui doit être combattue avec fermeté et résolution.
- Supprimer le droit du sol qui est une des principales pompes aspirantes de l'immigration clandestine.
- Chaque département, collectivité, territoire ou Pays d'Outre Mer à sa propre richesse naturelle, il faut préserver les milieux fragiles et les mettre en valeur dans le cadre d'une politique touristique intelligente, cela sans excès de dogmatisme annihiler toutes les possibilités de développement économique.
- Mis en valeur de la forêt
- Réhabilitation des sites miniers
- Créer des conservatoires naturels miniers

Agriculture, Elevage :

- Nous devons mettre en œuvre une politique de valorisation et de développement des productions locales en matière d'agriculture et d'élevage pour arriver à moyen terme à la plus large autosuffisance alimentaire possible de nos départements et territoires français d'outre-mer. Instaurer un protectionnisme raisonnable pour assurer la pérennité et la viabilité de ce secteur économique. Il faudra dénoncer une des résolutions à « l'accord de Genève » concernant entre autre la guerre de la banane qui pénalise les producteurs français d'Outre-mer, confrontés à une concurrence déloyale des pays producteurs d'Amérique Latine.



CE QUE NOUS PROPOSONS (SUITE) :

Pêche :

- Pour le secteur de la pêche nous devons prendre en compte les spécificités locales contre les contraintes européennes. Nous devons développer la pêche locale et d'aide aux artisans et professionnels de la pêche, notamment par des prêts bonifiés pour le développement et l'investissement des matériels ainsi que pour les infrastructures de débarquement.
- Donner la priorité à la pêche locale en créant une taxe sur la pêche venant des îles voisines.

Réaménager les accords de Nouméa en instaurant un référendum local.

Création de trois grandes régions françaises d'Outre-mer.

- Une région française d'Amérique comprenant les Antilles françaises, la Guyane, Saint-Pierre et Miquelon.
- Une région française de l'Océan Indien regroupant la Réunion, Mayotte, les îles éparses et les terres antarctiques et australes françaises.
- Une région française de l'Océan pacifique regroupant la Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, la Polynésie françaises et l'îlot de Clipperton.